

# Communiqué de presse

---

## Front commun pour réclamer davantage de sécurité dans les palais de justice

**Québec, 18 janvier 2024** – Dans une action inédite s'unissent les procureures et procureurs aux poursuites criminelles et pénales, les avocats et avocates de la défense et de l'aide juridique, les avocates et avocats de l'État québécois, les constables spéciaux, les interprètes et traducteurs et les membres du personnel de soutien et des professionnels du gouvernement du Québec. Tous sont hautement préoccupés, et ce, depuis plusieurs années, par l'absence de sécurité adéquate dans les palais de justice du Québec.

Une dizaine de regroupements et d'acteurs du système judiciaire font partie de ce mouvement commun pour réclamer plus de sécurité dans les palais de justice à la suite de la terrible agression survenue au palais de justice de Longueuil la semaine dernière.

Ensemble, ils s'adressent au premier ministre et aux ministres de la Justice et de la Sécurité publique pour obtenir davantage de sécurité pour eux et pour tous les citoyens, ce qui n'est malheureusement pas le cas en ce moment.

Dans une lettre co-signée, ils demandent notamment que tous les palais de justice soient dotés d'arches de sécurité permanentes et que soit affecté un nombre suffisant de constables spéciaux.

### Liste des signataires

- Me Guillaume Michaud, président de l'Association des procureurs aux poursuites criminelles et pénales,
- Me Elizabeth Ménard, présidente de l'Association des avocats de la défense de Montréal-Laval-Longueuil,
- Me Jean-François Benoit, président de l'Association des avocats(es) de la défense de l'Outaouais,
- Me Marie-Pier Boulet, présidente de l'Association québécoise des avocats et avocates de la défense,
- Me Daniel Lessard, président de la Fédération des avocats de l'aide juridique du Québec,
- Me Marc Dion, président de Les avocats et notaires de l'État québécois,
- Madame Betty Cohen, présidente de l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec,

- Me Élisabeth Maillet, présidente du Syndicat des avocats et avocates de l'aide juridique de la Rive-Sud – CSN,
- Monsieur Franck Perales, président du Syndicat des constables spéciaux du gouvernement du Québec,
- Monsieur Christian Daigle, président général du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec,
- Madame Annie Morin, 1re vice-présidente du Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec.

- 30 -

## **Pour tout renseignement**

Veillez communiquer avec chacun des groupes signataires